CIDAC 005 60 TL4797
Centro de Documentação
1986

COMMUNIQUE DE PRESSE

Dix ans déjà ...

Alors qu'un peu partout en Afrique et en Asie viennent de se dérouler les fêtes de la Liberté -celles du trentième anniversaire de la Conférence de Bandoeng et du vingt-cinquième anniversaire de la "Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux"- Timor fête ce mois-ci ses dix années d'occupation indonésienne.

Une fête qui a un goût amer. Tortures, mauvais traitements, exécutions, viols, massacres, rythment en effet, depuis le 7 décembre 1975, la vie des timorais. Amnesty International en a d'ailleurs fait le titre d'un de ses derniers rapports: "Timor-Oriental: le programme de terreur des troupes indonésiennes".

L'Indonésie, encouragée par les prises de position de certains gouvernements, n'a pas l'intention de desserrer l'étau. La politique d'abstention systématique de la France sur toutes les Résolutions concernant Timor, entraînant nombre de pays de la C.E.E. et africains, donne en fait carte blanche à l'Indonésie pour mener, en toute impunité et dans le silence d'un blocus toujours effectif, sa politique de repression contre le peuple de Timor.

La récente décision de la Commission des Droits de l'Homme de mettre "à la trappe" la question de Timor est le résultat du laxisme des démocraties occidentales où la raison d'Etat l'emporte trop souvent sur les devoirs humanitaires. La France y a sa part de responsabilité. Notre ambassade à Djakarta est en effet habituée à tronquer les seules sources d'informations fiables sur Timor -celles des Eglises- pour les besoins d'une politique mercantile.

Une lueur d'espoir cependant: la signature par une trentaine de parlementaires français, toutes tendances confondues, d'une "Déclaration en faveur de Timor-Oriental".

Il est encore temps pour la France des Droits de l'Homme de "rectifier le tir" et de montrer que le décalage n'est pas aussi grand qu'il paraît entre les déclarations et les actes et que, notamment, la déclaration de Pierre Mauroy,

> "Quel que soit le continent, le peuple, la race, partout où les hommes sont opprimés, ils nous trouveront à leurs côtés",

faite à l'occasion du coup de force en Pologne, peut également s'appliquer au Timor-Oriental.

Michel ROBERT
Association de Solidarité avec Timor-Oriental